

# RAPPORT ANNUEL SUR L'ÉTAT DE LA FRANCE EN 2016

## CROIRE TOUJOURS EN LA FRANCE

Ce rapport part d'un constat : la nécessité de dépasser la seule analyse de l'évolution du PIB pour établir un diagnostic pertinent de l'état de la société française. Le CESE s'appuie sur les dix « nouveaux indicateurs de richesse » complémentaires au PIB retenus par le gouvernement. Ils permettent une observation plus fine, autour de trois enjeux majeurs : la cohésion sociale, la préparation de l'avenir et la qualité de vie.

- **1 La cohésion sociale mesurée par 4 indicateurs**
- **Les inégalités de revenus** : elles se réduisent depuis 2013 grâce aux politiques fiscales et sociales menées depuis 1945.
  - **La pauvreté en conditions de vie** : elle affecte particulièrement les jeunes (18,6 % pour les 18-29 ans) contre 7,1 % pour les plus de 65 ans.
  - **Le taux d'emploi** : celui des 15-64 ans s'établit à 64,3 % en 2014, il est dans la moyenne des pays européens. Celui des 15-24 ans (28,3 %) se dégrade légèrement.
  - **Le taux de sortie précoce du système scolaire** : 9,5 % en France pour une moyenne européenne de 12 %, soit près d'un français sur dix âgés de 18 à 24 ans.

Ces scores sont dans la moyenne européenne et plutôt stable sur longue période. Le sentiment de perte de cohésion existe cependant dans notre pays. L'évolution de l'emploi depuis 2009 est sans doute un facteur majeur de ce qui précède. L'accès aux services publics se réduit alors que le numérique n'est pas encore accessible à tous. Les extrémismes progressent, comme un réflexe de repli sur soi.

- **2 La préparation de l'avenir appréhendée par 4 indicateurs**
- **L'effort de recherche** : 2.26 % du PIB en 2014, en deçà de l'objectif de 3 % de la stratégie de Lisbonne, et de l'effort

effectué par l'Allemagne et les pays scandinaves.

- **L'endettement** : le poids de notre dette publique est supérieur à la moyenne européenne. La dette des ménages français, comparable à celle des allemands, est inférieure de moitié à celle observée au Danemark.
- **L'empreinte carbone** : plutôt stable ou en légère baisse, alors que la délocalisation de notre outil industriel se poursuit.
- **L'artificialisation des sols** : elle couvre 9,3 % du territoire métropolitain en 2014, en croissance de 490 000 hectares depuis 2006, soit un niveau plus élevé (5,8 %) que la moyenne européenne (4,6 %).

Ces quatre indicateurs ne portent pas à l'enthousiasme. L'effort de recherche est insuffisant par rapport à nos concurrents. La problématique carbone est prise en compte mais des freins existent et les décisions tardent. Nous consommons notre « ressource sol » sans réflexion d'ensemble en matière d'aménagement du territoire. L'importance de notre dette globale et l'absence de confiance dans un avenir soutenable contribuent à freiner les volontés d'investissements indispensables. En résumé, la France ne prépare pas suffisamment bien son avenir !

- **3 La qualité de vie appréciée par deux indicateurs**
- **L'espérance de vie en bonne santé** : malgré les baisses récentes, elle est de 63,8 ans, en

augmentation de deux ans sur les vingt dernières années.

- **L'indicateur de satisfaction dans la vie** : il vise à agréger nos subjectivités individuelles pour capter l'humeur de notre pays. En 2013, la France (7,0) se situe juste en dessous de la moyenne européenne (7,1).



**Pierre-Antoine Gailly**

est membre au titre de la vie économique et dialogue social et représentants des entreprises privées industrielles, commerciales et de services. Il siège au CESE à la section de l'économie et des finances où il représente le groupe des entreprises.

### Contact :

pierre-antoine.gailly@lecese.fr  
01-44-43-62-46



**Benedict Donnelly**

est consultant et président de l'association Hermione-La Fayette. Il siège au CESE à la section de l'économie et des finances en tant que personnalités associées.

### Contact :

benedict.donnelly@lecese.fr  
01-44-43-62-46

L'analyse croisée des dix indicateurs mesurés par le CESE confirme le pessimisme ambiant et l'expression d'une inquiétude sur le présent et l'avenir de notre pays. Dès lors, le conseil énonce des priorités pour l'action publique dans deux directions :

### **INSTILLER LA CONFIANCE AFIN DE**

*Traiter les défaillances françaises en :*

#### **➤ Réduisant le chômage de masse et ses impacts par :**

- le ciblage des politiques publiques adaptées aux populations les plus exposées au risque de chômage et l'investissement dans la formation des demandeurs d'emploi.

#### **➤ Limitant le décrochage scolaire par :**

- la mise en place d'un accompagnement adapté, et d'un parcours d'orientation choisi et progressif tout au long de la scolarité, et la détection et le traitement précoce dès l'école primaire des risques de décrochage.

*Revendiquer et préserver nos bonnes singularités pour :*

#### **➤ Lutter contre l'accroissement des inégalités en :**

- évaluant l'efficacité des politiques mises en œuvre et en luttant au plan national, européen et mondial contre le dumping social et fiscal.

#### **➤ Lutter contre les disparités de conditions de vie par :**

- le ciblage des publics les plus fragiles ;
- le renforcement de la lutte contre l'isolement et la solitude subie ;
- un réel accès au crédit et au logement pour les personnes en contrat temporaire et en intérim.

#### **➤ Lutter contre l'artificialisation des sols via :**

- la lutte contre le mitage du territoire par une politique volontariste en matière d'habitat et d'urbanisme commercial ;
- la rénovation, revitalisation et densification des centres villes et des centre-bourgs des communes rurales ;
- l'encadrement de la création des grandes et moyennes surfaces, la rénovation de l'habitat ancien et la reconversion des bâtiments industriels et commerciaux existants.

### **RECONSTRUIRE UNE COMMUNAUTE DE DESTIN POUR :**

*Investir massivement dans la préparation de l'avenir*

#### **➤ Intensifier l'effort de recherche pour :**

- atteindre 3 % du PIB pour les dépenses de recherche publique et privée, ce qui représente globalement un effort supplémentaire de 16 milliards d'euros par an.

#### **➤ Soutenir et mieux orienter les stratégies d'investissement par :**

- le renforcement des fonds propres et la préservation de la capacité d'investissement des entreprises ;
- l'amélioration de l'accès aux financements bancaires des PME ;
- le fléchage de l'épargne des français vers des investissements de long terme.

#### **➤ Cultiver nos atouts :**

- Education, esprit d'entreprendre, créativité, universalisme, progrès social, sont autant d'atouts nationaux pour répondre aux défis de la mondialisation, du numérique et du changement climatique.

*Renforcer les politiques d'égalité des chances*

#### **➤ Au sein du système éducatif en :**

- agissant prioritairement au niveau de l'enseignement primaire pour lutter contre les discriminations et renforcer la mixité sociale ;
- apportant une réponse rapide et personnalisée à chaque jeune de plus de 16 ans sorti du système éducatif sans diplôme ni certification ;
- luttant contre l'échec en premier cycle universitaire et facilitant l'accès des bacheliers professionnels aux filières technologiques et professionnelles.

#### **➤ Dans le monde du travail pour :**

- anticiper et accompagner les ruptures technologiques, les transitions numériques et écologiques ;
- mettre à niveau les compétences professionnelles, et prévenir les risques de déclassement et d'exclusion du marché du travail ;
- assurer une montée en qualification de l'appareil de formation professionnelle en passant d'une obligation de financement de la formation à une obligation de former et de développer les compétences des salariés.